

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**SOCIETE DE BANQUE ET D'EXPANSION (S.B.E.)**

Société anonyme au capital de 31 000 000 €  
Siège social : 22 rue de Courcelles – 75008 Paris  
482 656 147 RCS Paris – APE 6419 Z

**Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale du 13 mai 2019****I. – Bilan au 31 décembre 2018**

(En milliers d'euros.)

<b>Actif</b>	<b>Code poste</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2018</b>
Caisse, Banques Centrales, CCP	010	20 480	20 749
Effets Publics et Valeurs assimilées	020		
Créances sur les Etablissements de Crédit	030	126 940	130 940
Opérations avec la Clientèle	048	664 852	670 555
Obligations et Autres Titres à revenu fixe	060	35 611	31 713
Actions et Autres Titres à revenu variable	070	1	1
Participations et autres titres détenus à long terme	091	236	277
Parts dans les Entreprises liées	100		
Crédit-bail et Location avec Option d'Achat	110		
Location Simple	120		
Immobilisations Incorporelles	130	11 698	11 701
Immobilisations corporelles	140	606	716
Capital souscrit non versé	150		
Actions Propres	160		
Comptes de négociation et de règlement	165		
Autres Actifs	170	3 690	8 802
Comptes de Régularisation	180	1 229	1 338
<b>Total actif</b>	<b>L98</b>	<b>865 341</b>	<b>876 791</b>

<b>Passif</b>	<b>Code poste</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2018</b>
Banques Centrales, CCP	300		
Dettes envers les établissements de crédit	310	411 487	402 107
Opérations avec la Clientèle	348	388 758	407 626
Dettes représentées par un titre	350		
Autres Passifs	360	1 033	1 213
Comptes de Régularisation	370	14 570	14 063
Comptes de négociation et de règlement	375		
Provisions	380	1 672	2 084
Dettes subordonnées	430	123	123
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	420		
Capitaux Propres Hors FRBG (+/-)	435	47 698	49 575
Capital souscrit	440	31 000	31 000
Primes d'Emission	450	1 900	1 900
Réserves	460	3 100	3 100
Ecarts de Réévaluation	470		
Provisions réglementées et Subventions d'investissement	475		
Report à nouveau (+/-)	480	9 893	11 698
Résultat de l'exercice (+/-)	490	1 805	1 877
Résultat en instance d'affectation	490	0	0
<b>Total passif</b>	<b>L99</b>	<b>865 341</b>	<b>876 791</b>

<b>Hors-bilan</b>	<b>Code poste</b>	<b>31/12/2017</b>	<b>31/12/2018</b>
Engagements donnés			
Engagements de financement	615	35 110	29 902
Engagements de garantie	635	3 667	3 334
Engagements sur titres	655		

Engagements reçus			
Engagements de financement	705	0	0
Engagements de garantie	715	568 195	578 998
Engagements sur titres	735		

## II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)

	Code poste	31/12/2017	31/12/2018
+ Intérêts et produits assimilés	500	16 508	15 694
- Intérêts et charges assimilées	505	6 612	5 897
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	510	0	0
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	515	0	0
+ Produits sur opérations de location simple	520	0	0
- Charges sur opérations de location simple	525	0	0
+ Revenus des titres à revenu variable	530	0	0
+ Commission (produits)	540	4 864	4 307
- Commissions (charges)	545	771	670
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	550	-25	16
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés	555	-2	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	560	534	472
- Autres charges d'exploitation bancaire	565	25	9
Produit net bancaire	600	14 471	13 912
- Charges générales d'exploitation	605	11 057	10 174
- Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles & corporelles	610	184	232
Résultat brut d'exploitation	620	3 231	3 506
+/- Coût du risque	625	-328	-532
Résultat d'exploitation	630	2 903	2 974
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	640		
Résultat courant avant impôt	650	2 903	2 974
+/- Résultat exceptionnel	655	0	0
- Impôt sur les bénéfices	660	1 098	1 097
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	665	0	0
Résultat net	690	1 805	1 877

## III. – Affectation du résultat

L'Assemblée générale décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice :

Bénéfice net de l'exercice	2 240 478,22 €
Report à nouveau	11 698 263,53 €
Le bénéfice distribuable, soit 13 938 741,75 €, est reporté à nouveau	

En application de l'article 243 bis du Code général des impôts, au cours des trois derniers exercices la distribution de dividendes de présente comme suit :

- 2015 : 1 023 000 €, soit 0,33 € par action ;
- 2016 : 1 023 000 €, soit 0,33 € par action ;
- 2017 : aucun versement.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## **IV. – Annexe aux comptes**

### Faits marquants de l'exercice

#### **I. – Règles et principes généraux**

##### **1. – Référentiel comptable**

Les comptes individuels annuels de la SBE sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 et 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

##### **2. – Présentation des comptes**

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros avec un comparatif sur deux exercices.

##### **3. – Intégration fiscale**

La société de Banque et d'Expansion (S.B.E.) ne fait pas partie d'un groupe intégré fiscalement.

#### **II. – Principes comptables et méthodes d'évaluation**

##### **1. – Changements de méthodes comptables intervenus sur l'exercice 2018**

Il n'a pas eu de changement de méthode comptable sur l'exercice 2018. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2017 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

##### **2. – Conversion des opérations en devise**

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

La SBE ne supporte pas de risque de change significatif

##### **3. – Bilan-Actif**

###### **3.1. – Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle**

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations

constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

*\* Créances restructurées*

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite au résultat en coût du risque et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt. Aucune décote n'est extraite ni étalée du moment qu'elle se trouve couverte par dépréciation.

Une créance restructurée peut être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

*\* Créances douteuses*

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que la SBE ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois et six mois en matière immobilière et pour les créances sur les collectivités territoriales.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

### 3.2. – Opérations sur titres

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

#### *\* Titres de transaction*

Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligibles dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêté.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

#### *\* Titres de placement*

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêté.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

*Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».*

*\* Titres d'investissement*

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que la SBE ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas sauf exceptions faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenus fixes, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

### 3.3. – Immobilisations corporelles et incorporelles

*\* Immobilisations corporelles d'exploitation*

Les encours bruts sont ventilés en composant, la décomposition en composants est fondée sur l'existence de durées d'utilisation différentes entre chacun des éléments distincts constituant un même bien. Les coûts d'emprunt ne rentrent pas dans la détermination de la valeur brute des immobilisations. Les durées d'utilité retenues par la S.B.E. sont les suivantes :

Composants	Durée d'utilité
Terrain	NA
Façades non destructibles	NA
Façades / couverture / étanchéité	20-40 ans
Fondations / ossatures	30- 60 ans
Ravalement	10-20 ans
Equipements techniques	10-20 ans
Aménagements techniques	10-20 ans
Aménagements intérieurs	8-15 ans

Les composants sont amortis sur la base de leur valeur brute diminuée de la valeur résiduelle et sur leur durée d'utilisation. La valeur résiduelle est définie comme la valeur actuelle de l'actif à la fin de sa durée probable d'utilisation. La valeur résiduelle des composants autres que le terrain et les façades non destructibles sont réputées nulles.

Les dépenses de sécurité ou de mises en conformité sont comptabilisées à l'actif dès lors qu'elles répondent de manière cumulative aux dispositions réglementaires comptables.

Les droits de mutation, honoraires commissions et frais d'actes sont enregistrés en charges.

Les immobilisations d'exploitation présentant un indice objectif de dépréciation sont dépréciés, les dotations sont alors enregistrées en « dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles ».

Les biens mobiliers ne font pas l'objet de l'approche par composant, ils sont amortis selon les durées d'utilisation présentées ci-dessous :

Biens	Durée d'utilité
Matériel informatique	3 – 5 ans
Autres matériels et mobiliers	5 – 10 ans

*\* Immobilisations hors exploitation*

La méthode des composants est également appliquée aux immeubles de placement.

*\* Immobilisations incorporelles*

Les immobilisations incorporelles sont composées d'un fonds de commerce d'une valeur nette de 11 698 K€

Le règlement ANC n° 2015-06 applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, a précisé les modalités relatives à l'amortissement et à la dépréciation des fonds commerciaux.

### Amortissement du fonds commercial

En application de ces dispositions, la société a considéré que le fonds commercial a une durée illimitée et n'est donc pas amorti.

### Dépréciation du fonds commercial

La valeur actuelle au 31 décembre 2018 a été appréciée sur la base de la valeur d'utilité du fonds commercial. La valeur d'utilité a été évaluée selon la méthode de valorisation DDM qui consiste à actualiser les dividendes futurs (résultats nets futurs déduction faite du renflouement des fonds propres réglementaires). Compte tenu de cette valeur, aucune dépréciation n'est à comptabiliser à la clôture de l'exercice.

## 4. – Bilan-Passif

### 4.1. – Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

Ces postes regroupent notamment les emprunts obligataires et les titres de créances négociables émis. Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Les intérêts courus à verser relatifs à ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie de compte de résultats.

### 4.2. – Provisions

*\* Provisions pour passif sociaux*

Les passifs sociaux sont provisionnés de manière intégrale conformément à la Recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des Normes Comptables. La provision comptabilisée au bilan correspond à des :

#### 1) Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail.

Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation.

Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

#### 2) Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite (indemnités de fin de carrière), les retraites et avantages aux retraités. Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

Les principales hypothèses actuarielles retenues au 31 décembre 2018 sont les suivantes :

- pour les indemnités de fin de carrière, le taux d'actualisation retenu est de 1,59 % ;
- pour les médailles du travail, le taux d'actualisation est de 1,27 %.

*\* Provisions épargne logement*

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- l'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL, et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

*\* Provision collective*

Provision constituée à l'égard des portefeuilles de prêts qui n'ont pas fait l'objet d'une provision individuelle et qui sont inclus dans des groupes d'actifs financiers présentant des caractéristiques de crédit similaires.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

### **5. – Hors bilan - Instruments financiers à termes fermes et conditionnels**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

#### **Opérations fermes**

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie et de la valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- Pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- Pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

### **Opérations conditionnelles**

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

## **6. – Compte de résultat**

### **6.1. – Intérêts et assimilés, commissions**

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant les intérêts négatifs :

- lorsque la rémunération d'un actif est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;
- lorsque la rémunération d'un passif est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- Commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations.
- Commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

### **6.2. – Revenus des titres**

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale. Ils sont enregistrés en "Revenus des titres à revenu variable".

### **6.3. – Charges générales d'exploitation - frais de personnel**

Les frais de personnel comprennent non seulement les salaires et traitements mais aussi les avantages au personnel tels que les charges de retraite.

### **6.4. – Résultat exceptionnel**

Les éléments portés en résultat exceptionnel traduisent l'effet en comptabilité d'événements ne relevant pas de l'activité courante des différents métiers du groupe, et dont la présentation au sein des autres agrégats du compte de résultat

aurait conduit à une moindre comparabilité des opérations de l'exercice avec celles réalisées durant les exercices de référence.

## 6.5. – Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés exigible dû au titre de l'exercice au taux courant.

## 7. – Consolidation

La S.B.E. est consolidée par mise en équivalence :

- 50 % - BRED BANQUE POPULAIRE, 18, Quai de la Rapée, 75012 Paris, RCS 552 091 795 Paris
- 50 % - BANQUE POPULAIRE VAL DE FRANCE, 9, avenue Newton, 78180 Montigny le Bretonneux, RCS 549 800 373 Versailles

### III. – Commentaires des postes du bilan et hors bilan

#### 1. – Echancier des emplois à terme

(En milliers d'euros.)	2018				
	Durée restant à courir				
	A moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créances sur établissements de crédit et effets publics		70 749			70 749
Créances sur la clientèle	18 117	39 112	184 363	416 423	658 015
Obligations et autres titres à revenu fixe			30 584		30 584

(En milliers d'euros.)	2017				
	Durée restant à courir				
	A moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créances sur établissements de crédit et effets publics		77 468			77 468
Créances sur la clientèle	18 055	36 608	183 522	413 328	651 513
Obligations et autres titres à revenu fixe			30 918		30 918

#### 2. – Portefeuille titres

(En milliers d'euros.)	2018			
	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Portefeuille de placement et d'investissement	0	31 712	1	31 713
Titres non cotés		15 000	1	
Titres cotés		0		
Titres autres		16 578		
Créances rattachées		134		
Total	0	31 712	1	31 713

(En milliers d'euros.)	2017			
	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Portefeuille de placement et d'investissement	0	35 610	1	35 611
Titres non cotés		15 000	1	
Titres cotés		4 470		

Titres autres		15 917		
Créances rattachées		223		
Total	0	35 610	1	35 611

### 3. – Participations et parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	2018			
	% Capital détenu	Valeur brute comptable	Dépréciation	Valeur nette comptable
Participations non consolidées				
Sofaris	0	0	0	0
Total participations non consolidées	0	0	0	0

(En milliers d'euros.)	2017			
	% Capital détenu	Valeur brute comptable	Dépréciation	Valeur nette comptable
Participations non consolidées				
Sofaris	0	0	0	0
Total participations non consolidées	0	0	0	0

### 4. – Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2018
Valeurs brutes	12 902	4	-51	0	12 855
Fonds commerciaux	12 851				12 851
Logiciels	51	4	-51		4
Autres	0				0
Amortissements et dépréciations	-1 204	0	51	0	-1 154
Fonds commerciaux	-1 153				-1 153
Logiciels	-51	-1	51		-1
Autres	0				0
Total valeurs nettes	11 698	0	0	0	11 701

### 5. – Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2018
Valeurs brutes	3 198		0	0	1 936
Immobilisations corporelles d'exploitations	3 095		0	0	1 824
Constructions	73				73
Autres	3 022	331	1 602		1 751
Immobilisations corporelles hors d'exploitations	103	9	0	0	112
Autres	103	9			112
Amortissements et dépréciations	-2 592	-231	1 603	0	-1 220
Immobilisations corporelles d'exploitations	-2 530	-224	1 603	0	-1 151
Constructions	-39	-3			-42
Autres	-2 491	-221	1 603		-1 109
Immobilisations corporelles hors d'exploitations	-62	-7	0	0	-69
Autres	-62	-7			-69
Total valeurs nettes	606		0	0	716

**6. – Autres actifs**

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Gestion collective Codevi		
Dépôt de garantie versés	368	357
Siège et succursales	0	127
Autres débiteurs divers	3 166	8 812
Total	3 534	9 296

**7. – Comptes de régularisation actif**

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Comptes d'encaissement	0	0
Siège et succursales	156	0
Valeurs à rejeter		
Charges constatées d'avance	845	917
Autres produits à recevoir	379	421
Autres comptes de régularisation	5	0
Total	1 385	1 338

**8. – Actifs subordonnés**

(En milliers d'euros.)	Créances sur établissements de crédit	
	2017	2018
Prêts participatifs	1 842	1 794
Créances rattachées	3	31
Total	1 845	1 825

**9. – Dépréciation et amortissements déduits de l'actif**

(En milliers d'euros.)	2017		2018	
	Brut	Dépréciations et amortissements	Brut	Dépréciations et amortissements
Créances douteuses diverses	55	0	42	0
Créances douteuses sur la clientèle	4 637	85	5 072	24
Créances douteuses compromises sur la clientèle	8 927	3 008	7 200	2 428
Immobilisations	16 100	3 796	14 792	2 376
Total		6 889		4 828
Taux de couverture des dépréciations sur créances douteuses sur la clientèle	22,80 %		19,98 %	

**10. – Créances sur les entreprises liées**

(En milliers d'euros.)	Créances envers les établissements de crédits	
	2017	2018
Créances Interbancaires		
- Comptes ordinaires - actif		
NATIXIS	31 572	60 025
BRED BANQUE POPULAIRE	7 978	2 827
BANQUE POPULAIRE DU NORD	141	165
BANQUE POPULAIRE LOIRE ET LYONNAIS	268	
BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST	85	85

BPCE	6 812	
- Titres de placement et d'investissement - TRF		
BRED BANQUE POPULAIRE		
NATIXIS		
SUD		
LORRAINE CHAMPAGNE		
BPCE	16 975	17 200
BP PARTICIPATIONS		
- Cptes ordinaires deb-créances ratt.		
BRED BANQUE POPULAIRE		
NATIXIS		
- Titres de placement et d'investissement - créances ratt.		
BRED BANQUE POPULAIRE		
BPCE	11	8
LORRAINE CHAMPAGNE		
SUD		
Comptes de régularisation		
Charges constatées d'avance		
BPCE	2	
Total	63 844	80 310

### 11. – Echancier des ressources à termes

(En milliers d'euros.)	2018					
	Durée restant à courir					
	A moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Dettes sur établissements de crédit	30 750	144 778	197 450	25 000		397 978
Dettes sur la clientèle	23 648	3 477	3 497	1 690		32 312

  

(En milliers d'euros.)	2017					
	Durée restant à courir					
	A moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Dettes sur établissements de crédit	30 000	99 412	228 200	50 000		407 612
Dettes sur la clientèle	21 315	3 360	6 624	1 617		32 916

### 12. – Dettes à terme

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Comptes à terme	416	5
- Sociétés	388	0
- Particuliers	28	5
- Entrepreneurs individuels	0	0
- Administrations privées	0	0
Dettes rattachées	2	0
- Comptes à terme	2	0
Total	418	5

**13. – Autres passifs**

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Créditeurs divers	1 033	1 342
Total	1 033	1 342

**14. – Comptes de régularisation passif**

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Produits constatés d'avance	7 665	7 982
Siège et succursale	0	0
Charges à payer	1 423	1 161
Autres comptes de régularisation	5 481	4 920
Total	14 569	14 063

**15. – Provisions**

(En milliers d'euros.)	31/12/2017	Dotations	Utilisations	Reprises	31/12/2018
Provisions médaille du travail	142				142
Provisions PEL/CEL	384			10	374
Provisions pour retraite et indemnités de fin de carrière	580	43			623
Provisions collectives	566			566	0
Provisions pour risques sensible	0	552			552
Provisions pour risques	0	393			393
Autres provisions	0				0
Total	1 672				2 084

**16. – Capital, réserves**

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Réserve légale	3 100	3 100
Primes scissions, fusions, apport	1 900	1 900
Report à nouveau	9 893	11 698
Capital (3 100 000 d'actions de 10 euros)	31 000	31 000

**Actionnariat :**

Nom des actionnaires	Nombre d'action	Montant k-euros	% Détention
COFIBRED	1 549 997	15 499,97	50,00%
BPVF	1 549 997	15 499,97	50,00%
COFEG	1	0,01	0,00%
VECTEUR	1	0,01	0,00%
BRED	1	0,01	0,00%
Autres Personnes physiques	3	0,03	0,00%
Total	3 100 000	31 000	100,00%

**17. – Dettes envers les entreprises liées**

(En milliers d'euros.)	Dettes envers les établissements de crédit	
	2017	2018
Envers les établissements de crédit		
Comptes ordinaires passif		
BRED		
BPCE		5 694
Emprunts à terme		
NATIXIS	0	0
BPCE	358 200	358 200
BRED	5 000	5 000
CE Rhône Alpes	4 071	3 253
CE d'Alsace	983	760
CE Aquitaine Poitou Charentes	3 250	2 550
CE d'Auvergne et du Limousin	1 812	1 361
CE Normandie	2 384	1 895
CE de Bourgogne Franche Comté	2 033	1 588
CE Côte d'azur	1 722	1 339
CE Ile de France	7 327	5 611
CE Languedoc Roussillon	1 715	1 354
CE Loire Drôme Ardèche	1 612	1 262
CE Grand Est Europe	2 575	1 998
CE de Midi-Pyrénées	2 263	1 775
CE Hauts de France	0	3 187
CE Bretagne-Pays de Loire	3 432	2 743
CE de Picardie	4 099	0
CE Provence Alpes Corse	2 862	2 343
CE Loire Centre	2 272	1 758
Dettes rattachées		
BRED	-16	-36
BPCE	1 676	1 479
Comptes de régularisation		
Charges à payer		
NATIXIS	0	0
BANQUE POPULAIRE VAL DE France		

**18. – Opérations sur instruments financiers à terme**

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Instruments de taux d'intérêt		
Opérations fermes		
Sur marchés de gré à gré		
Swaps-contrats d'échange de taux d'intérêt		
- Opérations de couverture	115 000	125 000
Tiers : NATIXIS	75 000	85 000
Tiers : BRED	40 000	40 000

**Classement par durée résiduelle :**

(En milliers d'euros.)	2018		
	0 à 1 an	1 à 5 ans	plus de 5 ans
Contrats sur taux d'intérêt		25 000	100 000

(En milliers d'euros.)	2017		
	0 à 1 an	1 à 5 ans	plus de 5 ans
Contrats sur taux d'intérêt	25 000	90 000	

#### 19. – Valorisation des instruments financiers à terme

(En milliers d'euros.)	Notionnel		Juste Valeur	
	2017	2018	2017	2018
Swaps de taux	115 000	125 000	-6 202	-7 998

#### 20. – Engagement de hors bilan

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Engagements de financement donnés d'ordre de la clientèle	34 545	29 401
Engagements de financement reçus d'établissement de crédit - BPCE	0	0
Engagements de garantie, caution, avals reçus d'établissement de crédit	564 437	575 351
Engagements de garantie donnés d'ordre de la clientèle	521	382
Engagements de financement donnés aux établissements de crédit	3 117	2 952
Engagements douteux donnés	594	501
Engagements douteux reçus	0	0

#### 21. – Contre-valeur des opérations en devises

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Actif	1 095	1 004
Passif	629	728

### IV. – Commentaires des postes du compte de résultat

#### 1. – Intérêts et commissions

(En milliers d'euros.)	2017		2018	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédit	4 839	933	4 127	855
Opérations avec la clientèle	1 856	16 124	1 770	14 960
Opérations sur titres	331	1 680	293	1 478
Opérations de change	25	5	0	20
Opérations de hors bilan	3	36	0	19
Moyens de paiement et divers	730	1 601	647	1 611
Autres prestations de services financiers	39	1 406	19	1 392
Total	7 823	21 785	6 856	20 335
Net	13 962		13 479	

#### 2. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Titres de participation	0	0
Total	0	0

**3. – Autres produits / Autres charges d'exploitation bancaires**

(En milliers d'euros.)	2017		2018	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Quote-part sur opérations bancaires faites en commun	2	0	0	0
Charges et produits bancaires refacturés	0	515	0	457
Produits accessoires des activités non bancaires				
Produits/charges diverses d'exploitation bancaire	25	21	9	15
Total	27	536	9	472

**4. – Charges générales d'exploitation**

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Appointements	2 907	2 677
Intéressement et participation des salariés	744	304
Charges sociales	1 559	1 497
Charges fiscales sur salaires	531	520
Total des frais de personnel	5 741	4 998
Impôts et taxes	231	243
Transports et déplacements	33	42
Services extérieurs fourn.stes groupe		
Locations	602	602
Rémunérations d'intermédiaires	2	2
Autres services extérieurs	4 383	4 243
Produit autres frais admin refacturés		
Provision Dotation - Retraites	70	44
Provision Reprises - Retraites et Personnel	-5	0
Total autres frais administratifs	5 316	5 176
Total	11 057	10 174

Le CICE est imputé en déduction des charges du personnel et représente un montant de 120 K€.

**5. – Coût du risque**

(En milliers d'euros.)	2017		2018	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Dépréciation des créances douteuses -Opé clientèle	518	510	1196	1494
Perte sur créances irrécouvrables-cl	320		830	
Solde	328		532	

**6. – Impôt sur les bénéfices**

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Impôt exigible	1 224	899
Impôt liquidé	1 294	1 224
Total	-70	-325
Impôt	31	0
Impôt différé PTZ	-157	-165
Total impôt	1 098	734

## V. – Eléments complétant l'information

**1. – Projet d'affectation du résultat**

(En milliers d'euros.)	2017	2018
Résultat	1 805	2 240
Report à nouveau		
Total à affecter	1 805	2 240
Réserve légale		
Report à nouveau	1 805	2 240
Autres réserves et report à nouveau		

**2. – Tableau des cinq derniers exercices**

(En milliers d'euros.)	2014	2015	2016	2017	2018
Capital en fin d'exercice					
Capital social	31 000	31 000	31 000	31 000	31 000
Nombre d'actions émises	3 100	3 100	3 100	3 100	3 100
Capitaux propres					
Opérations et résultats de l'exercice					
Produit net bancaire	13 324	14 492	14 551	14 471	13 912
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et dépréciations	3 494	3 953	3 892	3 395	3 201
Impôts sur les bénéfices	1 033	1 298	1 185	1 098	734
Participation des salariés due au titre de l'exercice		71,554		230	224
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et dépréciations	1 746	2 078	2 530	1 805	2 240
Résultat porté aux réserves					
Résultat porté au report à nouveau					
Répartition du résultat aux actionnaires					
Résultat par action					
Résultat après impôts et participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et dépréciations	0,79	0,83	0,87	0,67	0,72
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et dépréciations	0,56	0,67	0,82	0,58	0,72
Dividende versés à chaque action	0	0	0	0	0
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	75	75,94	73,83	72,91	75
Montant de la masse salariale de l'exercice	2 746	2 818	2 951	2 907	2 677
Montant des sommes versées au titre des charges sociales	1 492	1 578	1 608	1 559	1 497

**V. – Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2018

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société de Banque et d'Expansion S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

## Fondement de l'opinion

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Estimation des pertes attendues sur encours de crédit dégradés depuis l'octroi ou en défaut****Risque identifié**

La Société de Banque et d'Expansion constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers. Ces dépréciations et provisions sont enregistrées au titre des pertes attendues sur les encours en défaut ainsi que sur les encours identifiés comme sensibles ou dégradés.

Au 31 décembre 2018, la Société de Banque et d'Expansion a souhaité faire converger ses modalités d'estimation des provisions pour ces deux catégories d'encours (dégradés ou en défaut) avec les calculs de pertes attendues réalisés selon les principes définis par la norme IFRS9 entrée en vigueur à l'ouverture de l'exercice. Cette convergence porte ainsi sur :

- l'identification des encours dégradés: alignement sur les modalités d'identification de la dégradation significative du risque de crédit (SICR) telle que définie lors de la première application d'IFRS 9);
- l'estimation des provisions sur les encours dégradés ou en défaut.

L'impact de cette convergence a été traité comme un changement d'estimation dans les comptes sociaux de la Société de Banque et d'Expansion.

L'évaluation des provisions requiert l'exercice du jugement pour la classification des expositions (encours non douteux ou douteux) ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement.

Compte-tenu de l'importance du jugement dans la détermination de ces dépréciations et provisions d'une part, et de la complexité des nouvelles estimations conformément aux dispositifs de la norme IFRS 9, nous avons considéré que l'estimation des pertes attendues sur les crédits constituait un point clé de notre audit.

L'encours de crédit s'élève au 31 décembre 2018 à 407,6 M€ dont 2,4 M€ de dépréciations. Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions se référer aux notes 3.1 et 9 de l'annexe aux états financiers.

## Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons pris connaissance du dispositif mis en place par la direction des risques pour identifier les créances dégradées ou en défaut et évaluer le montant des dépréciations enregistrées.

Nous avons testé les contrôles clés mis en œuvre par la direction pour l'identification des encours dégradés ou douteux et l'évaluation des espoirs de recouvrement et des dépréciations. Nous avons également pris connaissance des principales conclusions des comités spécialisés de la banque responsables du suivi des créances sensibles ou dépréciées.

S'agissant des dépréciations sur encours non douteux identifiés comme sensibles ou dégradés:

- nous avons examiné les méthodologies retenues pour déterminer les différents paramètres et modèles de calcul des pertes attendues et leur conformité aux normes comptables en vigueur;
- nous avons examiné les modalités d'identification de la dégradation significative du risque de crédit (« SICR »);
- nous avons également pris connaissance du dispositif de revue périodique des principaux paramètres des modèles utilisés;
- nous avons testé les contrôles de déversement des données servant au calcul des pertes attendues, les rapprochements entre les bases servant au calcul des dépréciations/provisions et la comptabilité ainsi que les contrôles généraux des applicatifs dédiés;
- nous avons enfin réalisé des calculs indépendants de pertes attendues sur base d'échantillon.

Compte tenu de l'organisation du groupe BPCE, nous avons conduit une revue critique des travaux des auditeurs de la consolidation du groupe BPCE qui, en lien avec leurs experts et spécialistes

- se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant périodiquement les modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations, et analysant les évolutions des dépréciations au regard des nouvelles règles IFRS 9,
- ont apprécié le niveau approprié de ces paramètres utilisés pour les calculs des dépréciations au 31 décembre 2018,
- ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits.

S'agissant des dépréciations calculées individuellement sur encours en défaut

- nous avons vérifié le correct déversement d'informations(notamment des encours et des provisions associées) entre les systèmes de gestion et les systèmes comptables;
- sur base d'échantillon, nous avons recalculé les dépréciations estimées sur base statistique
- sur base d'échantillon, nous avons examiné des dossiers de crédit et les éléments sous-tendant les principales hypothèses retenues pour apprécier les flux de recouvrements attendus notamment au regard de la valorisation des collatéraux.

Nous avons enfin examiné les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans les notes annexes ainsi que l'information relative au changement d'estimation.

#### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre Banque considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

#### **Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du directoire sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

#### Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

#### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Société de Banque et d'Expansion S.A. par votre assemblée générale du 9 mai 2005 pour le cabinet KPMG S.A. et du 9 mai 2005 pour le cabinet Thierry Morel & Associés.

Au 31 décembre 2018, le cabinet KPMG S.A. était dans la 15ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Thierry Morel & Associés dans la 15ème année.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense et Chartres, le 29 avril 2019

Ulrich Sarfati  
Associé

Florent Burtin  
Associé

## **VI. – Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social.